



CANADA-PNUD

Facilité pour l'Adaptation aux
Changements Climatiques



Au service
des peuples
et des nations

RENFORCER LES CAPACITÉS D'ADAPTATION POUR LUTTER CONTRE LES MENACES LIÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES PESANT SUR LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES COMMUNAUTÉS CÔTIÈRES EN HAÏTI



Haïti est l'un des pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, avec un secteur agricole qui emploie 66 % de la population. Par conséquent, l'insécurité alimentaire devrait s'aggraver.



CONTEXTE

La pauvreté extrême, la croissance démographique rapide et l'urbanisation sauvage font d'Haïti l'un des pays les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques, déjà perceptibles par la population (hausse des températures, baisse des précipitations, pluviosité irrégulière, élévation du niveau des mers et augmentation des risques liés aux aléas climatiques). Ces changements, qui ont une incidence directe sur l'état des sols, les ressources en eau disponibles et les phénomènes météorologiques extrêmes, auront des répercussions sur le secteur agricole, qui emploie 66 % de la population. Par conséquent, l'insécurité alimentaire, qui touche déjà modérément 30 % des foyers, devrait s'aggraver et frapper de plein fouet les femmes, qui représentent 43 % du secteur agricole et produisent la moitié des récoltes du pays.

Pour faire face à ces défis, le Gouvernement haïtien et le PNUD, avec le soutien du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), géré par le Fonds pour l'environnement mondial, ont mis en place en 2011 un projet pour répondre aux priorités fixées dans le Programme national d'adaptation aux changements climatiques de 2006 : réduire la vulnérabilité des littoraux et remédier au problème de la sécurité alimentaire et des approvisionnements en eau. En 2013, le Gouvernement canadien a alloué des financements supplémentaires dans le cadre de la nouvelle Facilité d'adaptation au changement climatique Canada/PNUD (FACC) afin de s'appuyer sur les résultats obtenus et de les étendre. Le projet du FPMA vise à renforcer les capacités d'adaptation de la population et des secteurs productifs, notamment dans les zones côtières du sud du pays.

Mesures proposées

Les mesures concrètes et innovantes suivantes sont mises en œuvre dans le cadre de la phase du projet financée par le Canada. Elles se concentrent sur le département du Sud tandis que le projet financé par le FPMA soutient des activités dans d'autres régions côtières:

- 1. Renforcement de la résilience des zones basses du littoral** à travers des activités de reboisement dans les bassins versants d'Aquin/Saint-Louis du Sud et les écosystèmes de mangrove;
- 2. Soutien aux agriculteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans agricoles individualisés** pour améliorer la productivité et la résilience de leurs parcelles ;
- 3. Établissement et renforcement de comités de gestion des bassins versants** pour soutenir les communautés dans la gestion des ressources naturelles dans certains bassins versants.

Veline Eliassaint fait partie des 12 agriculteurs formés à la greffe de manguiers. Sur son exploitation, tous les manguiers ont été greffés avec la variété Madame Francisque. « Maintenant que je maîtrise cette technique, je peux gagner ma vie en greffant les manguiers de mes voisins et en vendant au marché des mangues de bonne qualité », explique-t-elle.



Principales réalisations à ce jour

Le projet de la FACC en Haïti a enregistré des progrès significatifs vers l'obtention des résultats escomptés :

- **Les 21 comités de gestion des bassins versants** (17 dans l'unité hydrographique Aquin/Saint-Louis du Sud et 4 dans Tiburon) existants bénéficient d'un appui logistique et technique multiple. Ces comités soutiennent aujourd'hui les activités de reboisement (2 500 hectares de bassins versants - à Aquin/Saint-Louis du Sud), les campagnes de sensibilisation aux changements climatiques et d'autres initiatives du ministère de l'Environnement.
- **Huit nouveaux comités de gestion des bassins versants (60 membres dont 26 % de femmes)** ont été créés dans la zone hydrographique Tiburon/Saint Jean du Sud et Les Cayes. Les capacités de leurs membres en matière de gestion organisationnelle et de gestion durable des bassins versants ont été renforcées.
- **267 479 palétuviers** ont été plantés par le ministère de l'Environnement en collaboration avec des membres d'associations agricoles et des comités de gestion des bassins versants.
- Des activités de sensibilisation aux changements climatiques et à d'autres enjeux environnementaux sont organisées chaque mois conjointement avec les comités de gestion des bassins versants : émissions de radio (deux heures hebdomadaires), porte-à-porte (**1 200 visites par mois**) et **organisations communautaires (12 visites par mois)**.
- **23 membres (dont 2 femmes)** de l'équipe de projet, composée de représentants du PNUD, des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, et de la société civile (ONG) ont été formés à l'intégration de la dimension de genre dans les projets liés à l'environnement et au changement climatique. Cela a permis d'accroître de 10 % la participation des femmes aux activités des projets et aux comités de gestion des bassins versants.
- Près de **50 agents de vulgarisation** des ministères ont été formés en matière d'agriculture résiliente face aux changements climatiques et de méthodes de planification agricole.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- **Il est essentiel d'appliquer une approche intégrée de gestion des paysages pour garantir la résilience des communautés aux changements climatiques.** L'approche des comités de gestion des bassins versants est axée sur la gestion évolutive, l'engagement des différentes parties prenantes, le dialogue et la multifonctionnalité. Elle a permis d'unir les efforts des acteurs impliqués dans les défis liés aux changements climatiques et de proposer des stratégies d'adaptation intégrées aux populations des bassins versants.
- **Une approche globale en matière de reboisement garantit la viabilité des interventions.** La méthode du projet combine des activités de reboisement, de renforcement des politiques et de sensibilisation, ce qui permet de répondre aux défis sous-jacents de la déforestation de façon plus intégrée tout en soutenant les activités du projet.



United Nations Development Programme
Bureau for Policy and Programme Support
304 East 45th Street, 9th Floor
New York, NY 10017 USA
www.undp.org

<http://www.undp-alm.org/projects/lcdf2-haiti>
www.undp-alm.org/projects/ccaf